

Communiqué de presse



Le Maire Laplante demande l'intervention du ministre Coiteux

Saint-Jean-sur-Richelieu, le 8 mai 2018 — Constatant qu'il y a obstruction à l'exercice de ses pouvoirs de surveillance prévus à la Loi sur les cités et villes (Lcv.), le Maire Alain Laplante demande au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, M. Martin Coiteux d'intervenir pour rétablir la situation.

La Lcv. est claire à l'effet que le maire d'une municipalité exerce le droit de surveillance, d'investigation et de contrôle sur tous les départements et les fonctionnaires ou employés de la municipalité. La Lcv. précise aussi que le Maire est le chef exécutif de l'administration municipale.

« Malgré la Loi, on ne me permet pas de demander des validations juridiques indépendantes dans certains dossiers et sur certaines questions. La situation est extrêmement préoccupante. »

Tentative de congédiement du chef de cabinet

Pour le maire, la volonté de congédier son chef de cabinet, M. Guy Grenier, s'inscrit dans cette volonté d'obstruction. « M. Grenier fait du bon travail et respecte scrupuleusement ses obligations contractuelles. Au fond, c'est le maire qu'on veut atteindre par ce congédiement inacceptable » explique le maire Laplante.

Le jugement obtenu la semaine dernière par M. Grenier, devant la Cour supérieure du Québec, non seulement met en doute les actions de la Ville pour son congédiement, mais il met également en doute toutes les actions de la Ville à l'endroit du Maire et du Comité exécutif.

Abolition de la délégation de pouvoir du comité exécutif

L'opposition majoritaire au conseil s'est aussi efforcée de faire adopter un règlement retirant la délégation de pouvoir du Comité exécutif.

« C'est parce que le Comité exécutif a voté un mandat de révision des mandats juridiques accordés par la Ville que maintenant le conseil souhaite lui retirer ses pouvoirs. Ça nous envoie le message que nous ne devrions pas faire de surveillance au sein de la ville, c'est inacceptable! » s'insurge le maire.

Rétablir les pouvoirs du maire

L'appel que fait le maire au ministre des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire est à l'effet de rétablir la donne et de faire respecter les pouvoirs du Maire et du Comité exécutif qui sont prévus à la Loi.

« Il faut que cessent les attaques à mon autorité. Les membres du conseil ont le droit d'être en désaccord avec mes propositions politiques. Cela se joue à la table du conseil. Mais on ne peut pas mener la Ville à agir de manière illégale telle que ça se passe actuellement ».

Le maire a bon espoir qu'avec l'accompagnement du Ministère il sera possible de rétablir la surveillance normale que le Maire doit exercer sur les activités de la Ville.

-30-

Source et informations : Alain Laplante
 Maire de Saint-Jean-sur-Richelieu
 450 542-0663

Pour copie conforme

Saint-Jean-sur-Richelieu
Ce 2008-10-04


François Lapointe, avocat
Greffier